

**PCF**

**Parti Communiste Français**

# L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 23 septembre au 6 octobre 2013 – n°133**

**Une pleine capacité d'initiative**

**Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)**

## **Qu'il pleuve ou qu'il vente, nouveau succès pour la Fête de l'Humanité !** Andrée OGER

L'édition 2013 de la Fête de l'Humanité se referme sur un nouveau succès populaire. Comme chaque année, c'est avec un peu de tristesse que l'on quitte la Fête de l'Humanité. Tristesse mêlée de joie après trois jours de fraternité, de fête et d'ébullition intellectuelle !

Le nombre de 650 000 entrées de 2012 sera t-il atteint ou dépassé ? Il est trop tôt pour le dire. Cependant, la foule immense des spectateurs aux concerts, la fréquentation des allées et des stands, voilà des éléments qui donnent un bon aperçu de ce que sera cette fête !

Et, qu'on se le dise, le concert de M, samedi soir, a fait le plein ! La Grande Scène était bondée avec autour de 80 000 personnes venues assister au spectacle de Matthieu Chédid. Un premier indice.

Pour ceux qui auront fréquenté les allées de la Fête samedi, la pluie quasi permanente aurait pu entraîner une baisse de fréquentation. Il n'en a rien été.

Avant "M", il y a eu Zebda et son mémorable hommage au poète chilien Victor Jara, ou le détonnant spectacle de HK et les Saltimbanks, et leurs invités, salariés des entreprises en lutte. A chaque fois, la foule est au rendez-vous, joyeuse, participative.

Il en est de même pour les stands, notamment les stands eurois qui auront connu une affluence comparable à celle de l'an passé, ce qui n'est pas une mince affaire après le déplacement et regroupement des 4 stands départementaux !

Côté politique, la lutte contre l'austérité et pour la défense de l'emploi industriel, le refus d'une guerre coloniale en Syrie, le droit à la retraite à 60 ans ou les thèmes de la santé, des municipales, des transports en commun, par exemple, ont attiré des milliers de festivaliers lors de multiples débats sur ces trois jours.

Il en a été de même hier lors du meeting de Pierre Laurent, sous le soleil (c'est à noter !), face à un public massif, attentif et remonté.

Non, décidément, pas besoin d'attendre les chiffres définitifs des entrées à la Fête de l'Humanité pour affirmer que le succès était une nouvelle fois au rendez-vous !

Tant pis si les médias taisent l'événement, ou le présente sciemment sous des aspects négatifs, préférant la fascination brune et malsaine d'une Marine Le Pen ! Les 500 000, 600 000 personnes ou plus qui ont participé à la Fête de l'Humanité savent bien ce qu'ils ont vécu et grâce à qui !

## **SOMMAIRE**

P1 **Édito** - Sommaire

P2 Agenda - RESF ORGANISE LA RENTREE DES CLASSES DE TIKA - Huma dimanche du 19/9

P3 Merkel et le SPD ensemble pour l'austérité? - Palestine : le PCF condamne l'agression de diplomates - Tiers payant : des actes concrets pour diminuer le reste à charge - Pétitions - Propos choquants et incompréhensibles de Montebourg - Basket

P4 Brignoles : Pourquoi EELV joue la division à gauche? - Élections européennes : Après l'austérité économique, l'austérité démocratique - Conférence environnementale : le PCF veut amplifier le débat - Grèce/Militant antifasciste assassiné : « Un pas de plus dans l'horreur »

P5 Ce qui ruine nos retraites, c'est le coût du capital - Quand la loi n'arrange pas Bompard, elle n'existe pas - Afrique, Syrie, la France doit choisir la paix - Le PCF rend hommage au dirigeant syndicaliste décédé Basile Mahan Gahé

P6 Le PCF rend hommage à Salvador Allende et Albert Jacquard - Ayrault au salon de l'élevage : du vent et des courants d'air aux éleveurs et salariés - L'heure de la rentrée a sonné, celle du changement aussi !

P7 Hennebont: Le local du PCF attaqué par le FN - Les fascistes sont le meilleur outil [des capitalistes] pour diviser la classe ouvrière - Le PCF soutient la semaine nationale d'action « non à la disparition des associations » - Le Sénat rate le coche du renouveau démocratique

P8-10 Compte-rendu de la session du Parlement européen du 9 au 12 septembre 2013

P10 Aidons l'Huma ! - Le PCF fait des propositions pour réduire le coût de l'alimentation à Paris - André Chassaigne « Le débat ne se fera pas en catimini » - Coup de gueule de Marie-George Buffet

## Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30 Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Mardi 24 Repaire Là-bas si j'y suis de Cervens

20h30 salle Pierre Lamy Annecy débat retraites de la CFDT

20h30 à l'Agora Bonneville : Ciné'UP : Wadjda

Mercredi 25 septembre 20h soirée débat ATTAC Annecy projette le film "JUST THE WIND" une au cinéma le Parnal à Thorens Glières.

20h30 Alterlocal PROJECTION DE "SUGAR MAN"

Jeudi 26 septembre **APPEL A MANIFESTER A 17 HEURES 30 AU CAP PERIAZ A SEYNOD A L'OCCASION DU CONSEIL D'AGGLO POUR EXIGER DES SOLUTIONS D'HEBERGEMENT POUR LES FAMILLES ROMS MISES A LA RUE**

réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h30 Alterlocal PROJECTION DE "VELOTOPIA"

**RESF ORGANISE LA RENTREE DES CLASSES DE TIKA**

Le nombre de familles déboutées du droit d'asile, assignées à résidence, poussées à la clandestinité, s'est accru cet été en Savoie (et ailleurs) de manière insupportable.

Les savoyards, blessés dans leur réputation d'accueil, d'hospitalité et d'humanité, se sont dressés contre cette évolution, et ont de façon emblématique, pris fait et cause pour la famille de TIKA. Cette famille géorgienne (David et Maïa Shikhashvili, le père et la mère, Tika 11 ans, et Ana 4 ans, leurs 2 fillettes), s'est intégrée depuis 2011 à Albertville de manière exemplaire. Pourtant, elle se voit obligée de se cacher pour éviter l'expulsion qui lui serait fatale. Les fillettes n'ont ainsi pas pu faire leur rentrée à la date normale.

Familles, enseignants, associations, élus se sont réunis le jour de la rentrée pour l'opération « Pas de chaises vides pour TIKA et ANA » et signifier leur soutien à la famille, ainsi que leur refus de cette situation.

La vague d'indignation est encore montée mercredi 18 septembre devant la Sous-Préfecture, où les Albertvillois toujours plus nombreux et motivés ont clamé leur profond désaccord avec le comportement des autorités dans une dizaine de cas, en particulier celui de la famille arménienne Hovhannisyan.

En fin de semaine dernière, une délégation de RESF a rencontré à Albertville, publiquement et en présence de Maïa et Tika, les supports de la famille qui se sont chaleureusement prononcés pour leur retour, et a immédiatement organisé avec ces soutiens, des enseignants et des parents d'élèves, le retour en classe de Tika.

Jeudi 26 septembre à 8h30, TIKA fera sa rentrée dans la classe de CM2 de l'école du Val des Roses, avenue Sainte Thérèse : soyons tous là pour l'accueillir.

Elle est courageuse, elle a besoin de vous : diffusez ce message dans vos réseaux d'amis, répandez la nouvelle ; le soutien que vous apportez à Tika profitera à tous, et permettra de peser pour que cessent ces méthodes indignes d'une France qui se dit terre des droits de l'Homme.

**COMME TOUT ENFANT, TIKA ET ANA ONT DROIT A UNE SCOLARITE NORMALE. LEURS PARENTS DOIVENT ÊTRE REGULARISES IMMEDIATEMENT**

Contacts RESF :

Nadia NGUYEN QUANG : 06 10 55 35 21

Richard MOYON : 06 12 17 63 81

Gérard COLO : 06 58 62 40 18

**VENDREDI 27 dès 13h PALAIS DE JUSTICE à Annecy**  
**Jean-Paul LARESE et Luc SINKIEWICZ, responsables de l'UD CGT sont appelés à comparaître au Tribunal d'instance au motif fallacieux de diffamation à l'égard d'un patron de Rumilly. La CGT et l'ensemble de toutes celles et tous ceux qui relèvent la tête, qui luttent, sont visés. Réagissons en masse !**

28/29 Septembre : festival Makiz'arts à Entremont.

Dimanche 29 septembre -16h30 - La Roche "Les Jours Heureux" nouveau film de Gilles Perret en présence de Gilles Perret

Lundi 30 septembre réunion ATTAC 74

Mardi 1er octobre 18H30 réunion RESF  
19H réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 2 octobre réunion Chaîne Humaine contre les haines

Jeudi 3 octobre 19H repaire Là-bas si j'y suis Meythet

20h - Thonon, cinéma Le France, "Les Jours Heureux" en présence de Fabrice Ferrari, producteur du film, Proposé par les Bobines du Léman, ATTAC Chablais et l'Université Populaire

Vendredi 4 octobre 20h – Annemasse, ciné Actuel, "Les Jours Heureux" en présence de Gilles Perret, réalisateur du film

Samedi 5 octobre Réunion nationale des animateurs de sections PCF  
Conseil national - Municipales 2014

18h - Cran-Gevrier, cinéma La Turbine "Les Jours Heureux" en présence de Gilles Perret, réalisateur du film

Samedi 5 et dimanche 6 octobre Fête des Associations Cran-Gevrier



### **Merkel et le SPD ensemble pour l'austérité?**

Le succès d'Angela Merkel est aussi la défaite des sociaux-démocrates qui ont été incapables durant la campagne de démontrer une autre vision ou autre projet pour l'Allemagne. En ne faisant aucune ouverture à Die Linke, le SPD s'est éloigné de la reprise du pouvoir.

Si le choix du SPD est d'aider Merkel dans les mois à venir cela ne présage rien de bon, ni pour l'Allemagne ni pour l'Europe. Une grande alliance comme en Grèce et en Italie n'a rien apporté de bon aux populations il en sera de même en Allemagne. L'austérité restera la boussole malheureusement.

Les verts espéraient beaucoup plus, le parti de droite souverainiste échoue de peu son entrée au parlement national.

Mais dans ce contexte le score de nos amis de Die Linke est positif. Avec 8,6% il est la 3ème force du pays même s'il perd 3 points par rapport aux dernières élections législatives.

Die Linke est surtout la force qui va contribuer à amplifier les luttes. Car c'est maintenant que les ennuis commencent pour la chancelière. L'image de l'Allemagne à l'étranger est loin du vécu de nombreux allemands qui, précarisés, vivent mal et de plus en plus mal.

Les élections européennes seront la prochaine étape pour construire une alternative dans toute l'Europe.

Gilles Garnier, en charge des questions européennes au PCF

### **Palestine : le PCF condamne l'agression de diplomates français et européens**

Marion Fesneau-Castaing, diplomate en poste au Consulat général de France à Jérusalem, a été malmenée par des soldats israéliens. Ceux-ci, ne respectant pas leur immunité, ont usé de violence à l'égard des diplomates français et européens. Ces derniers tentaient, dans la Vallée du Jourdain, d'apporter une aide humanitaire aux habitants de Khirbet Makhoul dont les maisons venaient d'être détruites par les Forces de Défense Israéliennes. Le PCF condamne cette agression.

La Vallée du Jourdain, en Cisjordanie, est située en zone C, zone sous contrôle israélien qui est donc, sur ces terres, puissance occupante. D'après la 4e Convention de Genève, la puissance occupante doit protéger les communautés sous sa responsabilité. Israël viole cette convention en poursuivant la destruction de maisons palestiniennes (524 depuis le début de l'année – statistiques de l'Ocha)

Devant une situation humanitaire catastrophique, des ONG soutenues par des diplomates européens ont voulu apporter une aide indispensable mais ils ont dû affronter la force la plus brutale, sûre de son impunité.

Une fois de plus nous ne pouvons que dénoncer ces pratiques qui détruisent tout espoir de paix. Nous demandons à la France de sortir du silence et de refuser cette humiliation et ce déni du droit international.

### **A voir sur l'internet**

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

L'intervention générale d'André Chassaigne mercredi 4 sur la situation en Syrie <http://dai.ly/x147aim>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

### **Pétitions en ligne**

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

### **Tiers payant : « des actes concrets pour diminuer le reste à charge »**

La ministre de la Santé Marisol Touraine vient d'annoncer dans une interview la perspective de la généralisation du tiers payant pour la médecine ambulatoire pour 2017.

Diminuer le reste à charge, est d'une évidente nécessité. Des mesures sont indispensables pour améliorer les réponses en terme de proximité : généralisons les centres de santé plutôt que de favoriser les maisons médicales libérales.

Nous n'oublions pas que le gouvernement a organisé les dépassements d'honoraires en les autorisant jusqu'à 150%.

Plutôt que des annonces médiatiques, il faut des actes concrets pour l'année 2014 avec un recul concret du reste à charge.

Jean-Luc Gibelin, responsable de la commission Santé au PCF

### **Heuliez : Propos choquants et incompréhensibles d'Arnaud Montebourg**

Alors que les salariés d'Heuliez dans les Deux Sèvres seront fixés ce matin sur leur sort au tribunal de commerce de Niort, Arnaud Montebourg a tenu des propos extrêmement choquants pour un ministre chargé du « redressement productif » : « L'État n'a pas vocation à investir dans les sociétés sans avenir » a-t-il déclaré ce matin, à propos du carrossier français.

A peine a-t-il annoncé, il y a quelques jours avec le Président de la République les 34 plans pour relancer l'industrie d'avenir, qu'il se permet de banaliser publiquement la fermeture d'un site industriel et la perte probable de 280 emplois.

Arguer d'un plan de bataille industrielle c'est certes porter des projets d'avenir mais c'est également agir pour préserver l'existant.

Plus incompréhensible encore est le lâchage du gouvernement de ce dossier, porté depuis des années par le conseil régional de Poitou Charentes et ses élu(e)s.

La présidente, Ségolène Royal n'est-elle pas la vice-présidente de la banque publique d'investissement, censée venir en aide aux entreprises en difficultés.

La reconquête industrielle dont notre pays a besoin de plus de hauteur et d'ambitions.

Éric Corbeaux, Responsable des Luttes au PCF, animateur du Front des luttes,

### **Basket : le PCF salue la victoire de l'équipe de France, championne d'Europe**

Nous adressons toutes nos félicitations aux joueurs, à l'encadrement et aux dirigeants de la fédération française de basket pour ce magnifique titre de champion d'Europe, gagné hier face à l'équipe lituanienne.

Ce premier titre historique est un rayon de soleil pour le basket français dans notre pays.

Nous saluons le travail effectué par la fédération et son président Jean-Pierre Siutat, qui ont réussi à amener cette année l'équipe de France masculine et l'équipe de France féminine en finales de l'Euro.

Ce titre de champion d'Europe masculin est la récompense de tout un parcours, pour tout un pays.

Nous souhaitons que l'histoire se poursuive avec en ligne de mire la coupe du monde 2014, et les Jeux Olympiques de 2016 à Rio.

Nicolas Bonnet, Responsable de la commission Sport au PCF

## **Brignoles : Pourquoi EELV joue la division à gauche face à la droite et au FN ?**

A Brignoles, face au danger de la droite et de l'extrême droite, l'heure n'est pas à se compter à gauche. En les circonstances exceptionnelles de cette cantonale, le cœur comme la raison militent pour une candidature de rassemblement de toute la gauche dès le 1er tour pour franchir l'obstacle des 12,5% des inscrits permettant sa participation au 2e tour.

Le PS l'a compris en ne présentant pas de candidat et en reconnaissant la légitimité d'une candidature issue des rangs du PCF pour poursuivre l'action sur le canton du « vivre ensemble » du conseiller général sortant Claude Gilardo.

Le PCF et le Front de gauche ont pris toutes leurs responsabilités en proposant à EELV, une candidature commune avec un titulaire PCF-FDG et une suppléante écologiste.

EELV a refusé.

Pourquoi EELV joue la division à gauche face à la droite et au FN ?

Aujourd'hui, nous ne pouvons croire qu'EELV s'obstinera à maintenir son candidat faisant ainsi courir le risque d'une élimination de la gauche au 1er tour.

Comme vient de le déclarer Christophe Borgel, secrétaire national du PS aux élections, « la gauche a une responsabilité particulière sur ce territoire où le FN avait fait élire un conseiller général en 2011 ».

C'est pourquoi, afin de se donner les moyens de battre la droite et l'extrême droite, le PCF appelle une nouvelle fois EELV à retirer ses candidats.

La date limite pour le dépôt des professions de foi et des bulletins de vote est le lundi 23 septembre à 10h00, il est donc encore temps de se rassembler pour gagner.

C'est la meilleure réponse à la venue programmée de Marine Le Pen, le 27 septembre à Brignoles !

## **Élections européennes : « Après l'austérité économique, l'austérité démocratique » (Pascal Savoldelli)**

Selon le Bulletin quotidien et sous prétexte d'économie budgétaire, les ministres de l'intérieur et du budget projettent de supprimer l'envoi par courrier papier des circulaires et des bulletins de vote des candidats aux élections européennes.

Décidément pour ce gouvernement tout est un coût : le travail, la retraite, la santé et maintenant l'expression de la démocratie.

Les élections européennes souffrent des plus bas taux de participation de l'histoire électorale de notre pays. Il est donc singulier de voir un gouvernement qui ne jure que par l'Union européenne, prendre des dispositions au nom d'un « choc de simplification » qui banaliseraient l'enjeu européen et qui réduirait encore la participation à ce scrutin.

Il est vrai que les élections européennes s'annoncent difficiles pour la majorité présidentielle alors que plus de 70% des français, toutes tendances politiques confondues pensent que le traité européen de stabilité budgétaire signé par François Hollande enlève toute marge de manœuvre à notre pays.

Après l'austérité économique, voici l'austérité démocratique !

C'est pourquoi le PCF demande solennellement au Président de la République de récuser ce projet attentatoire à la démocratie prêté à ses ministres de l'intérieur et du Budget.

## **Conférence environnementale : le PCF veut amplifier le débat citoyen et de société**

Les annonces du Président de la République lors de l'ouverture de la seconde conférence gouvernementale pour la transition écologique ont principalement cherché à légitimer la démarche engagée l'an passé sur la transition énergétique. Rien de très nouveau par rapport à ses précédents discours sur le sujet. Rien non plus sur les thèmes de cette année : l'eau, économie circulaire, biodiversité marine, emplois environnementaux et éducation à l'environnement.

Les annonces ont cherché à contenter tout le monde et notamment le monde de l'entreprise avec la baisse de la TVA à 5 % sur les travaux d'isolation thermique des logements, tandis qu'une aide de 1350 € à 2000 € serait versée pour les foyers qui décideraient de tels travaux. Une aide bien modeste lorsque le budget de rénovation thermique d'un logement est évalué entre 20000 € et 30000 €.

La loi sur l'énergie prévue à l'origine dès cet automne est repoussée à après les élections municipales et européennes avec un vote fin 2014. Nous sommes donc loin de l'urgence proclamée et de la nécessaire mobilisation pour faire face au changement climatique.

Enfin, l'objectif de diminuer de 50 % d'ici 2050 la consommation finale de l'énergie reste à nos yeux un objectif difficile à atteindre compte tenu de l'augmentation de la demande liée à la résorption de la précarité énergétique, de l'augmentation de la population et de la reprise à venir de l'activité économique.

Le PCF attend enfin que toute évolution de la fiscalité écologique soit incitative afin d'encourager de véritables économies d'énergie tout en maintenant un réel confort de vie.

Le PCF va amplifier le débat citoyen et de société afin que l'énergie soit impérativement préservée des appétits financiers du marché.

## **Grèce/Militant antifasciste assassiné : « Un pas de plus dans l'horreur » (Gilles Garnier)**

Hier soir (17/9), un militant antifasciste grec a été assassiné par des nervis du parti d'extrême droite Aube dorée. Après l'agression de militants du Parti communiste de Grèce, ces néo-nazis ont fait un pas de plus dans l'horreur.

Le Parti Communiste Français apporte son soutien aux amis, camarades et à la famille de Pavlos.

Il est solidaire des militants communistes grecs lâchement agressés.

Il condamne vigoureusement les actes des militants d'Aube dorée et demande que cesse la complaisance, pour ne pas dire la complicité, d'une partie des forces de police et le silence assourdissant et l'inaction du gouvernement grec.

L'extrême droite, en Grèce comme ailleurs, profite de la crise pour exacerber les haines. Quand un peuple souffre quotidiennement des décisions de la Troïka, une partie de celui-ci peut être sensible aux appels à la haine. Seul un sursaut démocratique autour de Syriza et des démocrates peut permettre au peuple grec de sortir de l'ornière dans laquelle le gouvernement grec et la Troïka l'ont plongé.

Le PCF appelle au rassemblement demain 19h00, devant la Fontaine Saint-Michel avec nos camarades de Syriza et l'ensemble des forces démocratiques et antifascistes de France.

## Ce qui ruine nos retraites, c'est le coût du capital

Le gouvernement s'entête.

Il vient de présenter son projet de réforme des retraites prolongeant, sans les remettre en cause, les désastreuses réformes de la droite depuis 1993, fondées sur l'allongement de la durée de cotisation et la baisse du montant des pensions.

Il y ajoute même un nouveau cadeau au patronat avec une réduction annoncée des cotisations employeur pour la politique familiale.

L'avenir des retraites nécessite un débat public, argumenté et contradictoire.

Rien de cela n'a été organisé par le gouvernement qui prévoit, en plus, un temps contraint à l'Assemblée nationale. André Chassaigne a bien raison de s'y opposer au nom des député-e-s communistes et du Front de gauche.

Une autre réforme est possible qui permette le droit pour toutes et tous à la retraite à 60 ans à taux plein. Une réforme solidaire et socialement efficace ne reposant pas uniquement sur les salarié-e-s et les retraité-e-s.

Ce qui ruine nos retraites, c'est le coût du capital.

Quand les entreprises versent un euro de cotisation sociale, elles en versent plus de deux pour le financement du capital.

Cette gabegie doit cesser. Elle doit être renversée. C'est le sens de l'engagement du PCF pour un grand débat public, dans les mobilisations à venir et dans le cadre de l'appel unitaire « Retraites 2013 ».

## Mariage pour tous : « Quand la loi n'arrange pas Jacques Bompard, elle n'existe pas »

Connu pour son opposition tous azimuts au mariage pour tous, le député-maire d'Orange Jacques Bompard a la défaite amère.

Hier, il multipliait les amendements grotesques et les provocations, aujourd'hui, il se dérobe.

Lors du Conseil municipal du 16 septembre, il demandait au conseil municipal d'Orange d'autoriser les élus à ne pas célébrer certains mariages. Au nom de la liberté de conscience.

La conscience de Jacques Bompard veut surtout que l'on parle d'elle.

Quand la loi n'arrange pas Jacques Bompard, elle n'existe pas.

L'égalité le dérange, il passe outre.

Les familles ne sont pas conformes à ses croyances, il les nie.

Jacques Bompard demande désormais aux élus d'Orange de se mettre hors-la-loi à seules fins d'assurer ses arrières et sa publicité. Il ne sert pas les habitants, il se sert d'eux : en 2014, ils auront l'occasion de lui dire son fait dans les urnes.

Ian Brossat, Responsable de la commission LGBT au PCF et Fabienne HALOUI, Responsable de la commission « Droits et Libertés » au PCF.

## Hollande à Bamako : « Afrique, Syrie, la France doit choisir la paix »

Les déclarations de François Hollande à Bamako à l'occasion de l'investiture du nouveau président de la République malienne sont pour le moins inquiétantes.

Concernant le conflit syrien, l'annonce de livrer des armes à l'opposition syrienne va à l'encontre des efforts diplomatiques actuels tant pour la destruction de l'armement chimique syrien que pour la recherche d'une solution politique.

La France continue de souffler sur les braises d'une confrontation militaire internationale tout en faisant de la sur-enchère sur la résolution qui doit être discutée à l'ONU. Cette façon de faire est sans issue dans la recherche pour la paix.

François Hollande a aussi confirmé ses volontés d'agir pour une intervention internationale en Centrafrique, dans le but « d'un apaisement social » en s'appuyant sur ses partenaires, le Tchad, le Congo et le Burundi. S'agirait-il des prémices d'une nouvelle intervention militaire française en Afrique ?

La France aurait pourtant les moyens de jouer un rôle international utile pour faire baisser les tensions, éloigner les risques de guerre et œuvrer à des issues politiques et pour la paix. Afrique, Syrie, la France doit choisir la paix.

## Syrie : Donner sa chance à la solution politique

La proposition de la Russie de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international en vue de sa destruction, représente une initiative nouvelle et importante pour sortir de la crise actuelle. Le régime syrien a exprimé son accord avec cette proposition, les États-Unis et la France se déclarent « ouverts » sous conditions, la Chine apporte son soutien, l'Iran s'y dit favorable. De son côté, le Secrétaire général Ban Ki-Moon déclare vouloir engager l'ONU pour une destruction rapide des stocks chimiques. Cette proposition permet de surseoir aux bombardements annoncés par les États-Unis et la France.

Si des garanties sont nécessaires pour assurer l'application rapide de ces mesures, tout doit être mis en œuvre pour y parvenir. C'est bien la preuve que le poids de l'opinion internationale et le bon usage de la diplomatie peuvent permettre d'ouvrir un chemin conduisant à des solutions pacifiques et à faire baisser les tensions internationales.

Le Parti Communiste Français soutient tous les efforts allant dans ce sens. Reste que la guerre continue sur le sol syrien avec son cortège de victimes, de réfugiés et de destructions. Il est plus que temps d'y mettre un terme. Tout doit être entrepris, sous l'égide de l'ONU, pour que se tienne dans les plus brefs délais la conférence de Genève 2 afin d'aboutir à un accord politique entre toutes les parties, stopper les violences et ouvrir un processus de transition démocratique en Syrie.

## Le PCF rend hommage au dirigeant syndicaliste décédé Basile Mahan Gahé

C'est avec une profonde tristesse que nous apprenons le décès de notre ami Basile Mahan Gahé, secrétaire général du syndicat ivoirien « Dignité ». Les travailleurs de Côte d'Ivoire perdent l'un de leurs défenseurs les plus déterminés.

Basile Mahan Gahé était un homme qui a fait preuve d'un grand courage. Emprisonné durant 18 mois dans de terribles conditions, il avait subi la torture qui l'avait fortement affaibli. Son arrestation s'inscrivait dans le cadre d'arrestations massives et arbitraires de centaines d'Ivoiriens depuis la venue au pouvoir d'Alassane Ouattara.

Le PCF présente ses condoléances à sa famille, à ses proches, à ses camarades syndicalistes, au peuple ivoirien. Il renouvelle son souhait de libération de tous les prisonniers d'opinion et la fermeture de tous les lieux de détention illégaux.

La France, après être intervenue militairement en 2011 pour porter au pouvoir Alassane Ouattara, s'honorait d'exiger aujourd'hui le respect des libertés auprès des autorités ivoiriennes.

Toutes les études, dont celle d'Amnesty International, démontrent que la Côte d'Ivoire est encore très loin d'être un État de droit.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

**L'Humanefeste du PCF** "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

**Économie & Politique**

"Changer l'utilisation de l'euro"



## 40 ans du coup d'État au Chili : Le PCF rend hommage à Salvador Allende

Il y a 40 ans, un coup d'État organisé par les forces les plus réactionnaires du Chili avec l'aide active de Washington faisait tomber le gouvernement de l'Unité populaire présidé par Salvador Allende.

Ce sont les classes dominantes qui ont décidé du coup d'État qui a coûté la vie au président Salvador Allende, à des milliers de militants et de simples citoyens soupçonnés d'être attachés aux idées de progrès, dans le processus de transformation mis en œuvre au travers des luttes du peuple chilien.

Aujourd'hui, dans une grande partie de l'Amérique latine, les gouvernements progressistes en place font vivre le rêve que le peuple chilien portait en 1973 : une démocratie de participation populaire, une réforme agraire d'ampleur, la nationalisation des ressources naturelles au service du développement social, des droits nouveaux pour les travailleurs et pour les peuples indigènes et l'affirmation des souverainetés face à l'hégémonie étasunienne.

Au Chili, les idées défendues par Salvador Allende sont encore dans la rue, portées par une jeunesse combative et lucide, soucieuse de la nécessité du rassemblement populaire pour faire tomber le système hérité de la dictature. Les travailleurs des mines, les habitants des régions oubliées qui réclament de véritables services publics et le respect de l'environnement contre les transnationales, les étudiants qui exigent une éducation publique, gratuite et de qualité, le peuple Mapuche digne qui réclame la reconnaissance de ses droits, tous réclament une nouvelle Constitution qui remplace celle imposée par le dictateur Auguste Pinochet.

Le PCF souhaite saluer la mémoire de tous ceux qui ont rendu possible l'expérience de l'Unité populaire, ceux qui sont tombés et qui ont tant souffert pour l'émancipation et la liberté.

Le PCF rend hommage à Salvador Allende, le militant et l'homme politique exemplaire qui nous a laissé un message d'espoir inoubliable : « D'autres hommes dépasseront les temps obscurs et amers durant lesquels la trahison prétend s'imposer. Allez de l'avant tout en sachant que bientôt s'ouvriront de grandes avenues sur lesquelles passeront des hommes libres de construire une société meilleure. »

Les communistes sont solidaires avec le peuple chilien et avec les peuples de l'Amérique latine qui portent toujours cet espoir.

Parti Communiste Français,  
Paris, le 11 septembre 2013.

## Ayrault au salon de l'élevage : du vent et des courants d'air aux éleveurs et salariés

Accueilli au Salon de l'Élevage à Rennes (SPACE) par les salariés de la filière avicole où des milliers d'emplois sont menacés, le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault n'est pas allé à leur rencontre.

Le grand plan d'avenir avicole annoncé par celui-ci a raisonné aux oreilles des salariés et éleveurs en une mesure pour les entreprises (200 000 euros) pour...répondre aux seuls signaux du marché et beaucoup de vent.

A l'occasion de la Fête de l'Humanité qui s'ouvre aujourd'hui, paysans, pêcheurs, syndicalistes, parlementaires et citoyens dans la diversité de leurs sensibilités débattons ensemble d'alternatives à l'austérité, pour l'agriculture et l'agroalimentaire, en France et en Europe.

Le PCF y portera une ambition alimentaire, de qualité, saine et accessible à tous. Nous proposons d'engager la bataille pour la réindustrialisation de l'agroalimentaire, assise sur des filières de productions relocalisées, une agriculture paysanne, en refondant la coopération agricole sur l'intérêt des consommateurs.

## Décès d'Albert Jacquard : « La France perd un grand scientifique et un homme de cœur » (PCF)

Albert Jacquard est mort aujourd'hui (13/9) à l'âge de 87 ans.

Le Parti Communiste Français salue la mémoire de cet homme qui, venu des sciences, avait embrassé les combats pour l'égalité et la justice.

Brillant généticien, Albert Jacquard était aussi un homme de conviction profondément humaniste. Toute sa vie il aura œuvré pour faire avancer l'Humanité, à son échelle et sans jamais se départir de sa profonde modestie. Mettant son incroyable savoir scientifique au service de causes universelles, Albert Jacquard aura marqué son époque de son empreinte si atypique.

Aujourd'hui la France perd un grand scientifique et un homme de cœur.

## L'heure de la rentrée a sonné, celle du changement aussi !

Nous faisons notre rentrée des classes dans un contexte quelque peu troublé : les quelques nouveaux postes d'enseignants ne suffisent pas à répondre à l'état d'urgence dans lequel se trouvent bon nombre d'établissements et c'est le creusement des inégalités : entre villes, entre quartiers et entre bahuts. Précarité des jeunes, comme si cela ne suffisait pas, une nouvelle réforme des retraites vient nous dire qu'on devrait travailler plus longtemps. Encore faut-il avoir un boulot ! Mais il n'y a pas de fatalité, en cette rentrée, nous pouvons nous mobiliser pour changer la donne sans plus attendre.

Apprendre à travailler, ou apprendre à être précaire ?

Aujourd'hui, concernant les formations professionnelles, il semblerait qu'on n'ait pas changé de recette, car le Ministre Vincent Peillon souhaite rapprocher l'école et l'entreprise. Mais ces mêmes entreprises veulent nous former aux salaires de misère et à obéir sans broncher. Total en est le meilleur exemple: il "donne" 16 millions d'euros à des projets éducatifs qu'il dictera pendant qu'il réalise des milliards de profits sur notre dos.

L'école n'est pas une marchandise, et notre orientation ne doit pas être une variable d'ajustement aux caprices des patrons ! Nous voulons apprendre à travailler, pas apprendre à être des précaires toute notre vie !

Retraites : il est où le problème ?

Baisser nos salaires, faciliter les licenciements, allonger le temps de travail... C'est le chantage pour tous les salariés. Il faudrait accepter les conditions des patrons ou déguerpir, alors que loin d'être un « coût », les salariés sont les seuls producteurs de richesse, et ils n'en ont jamais produit autant ! C'est parce qu'elles ne servent qu'à engraisser le patronat et la finance qu'on appauvrit le pays. Et ils osent encore nous réclamer de travailler plus longtemps ? En réalité, avec des salaires au rabais et des parcours de jeune précaires, espérer avoir une retraite digne est illusoire !

Prenons l'argent où il est, plutôt que nous racketter encore ! Le déficit des caisses de retraites est de 20 milliards ? Mais les patrons sont gracieusement dispensés de cotiser à hauteur de 30 milliards. Les femmes sont moins payées que les hommes, ce qui fait perdre 10 milliards de plus à la caisse des retraites. Si on revenait sur ces privilèges, les caisses de retraites seraient excédentaires.

Quelques chiffres

Chaque année, c'est 120 000 jeunes qu'on éjecte sans diplôme.

En 2008, plus de 78 % des élèves de catégories sociales favorisées ont obtenu un bac général, contre 18 % des élèves d'origine sociale défavorisée. L'État dépense plus pour les élèves des beaux quartiers que ceux issus quartiers populaires. Un enfant d'ouvrier non qualifié a cinq fois moins de chances d'obtenir un baccalauréat général qu'un enfant de cadre, mais en revanche trois fois plus d'obtenir un bac professionnel, six fois plus d'obtenir un CAP-BEP et, surtout, hélas ! Neuf fois plus de n'avoir aucun diplôme.

## Hennebont: Le local du PCF attaqué par le FN

Pour la deuxième fois cette année, les vitrines du local du PCF, rue Joffre, à Hennebont, ont été recouvertes par des affiches du Front national.

La section locale du PCF exprime son indignation : « Le combat politique doit se faire sur des idées et non sur des menaces et des intimidations. Le manque flagrant de respect et le déni de démocratie qui caractérise ces actes de la part du FN prouvent, s'il en était besoin, que ce parti n'a rien de « banal [...] ».

Une plainte va être déposée par la section du PCF.

## Les fascistes sont le meilleur outil [des capitalistes] pour diviser la classe ouvrière entre immigrants et non immigrants

Chers camarades,

Nous avons été informés de l'attaque que vous avez subie jeudi dernier par les fascistes de l'Aube Dorée alors que vous faisiez la promotion du prochain Festival d'Odigitis.

Nous tenons à vous adresser tous notre solidarité, et nous savons que si la KNE a été la cible, ce n'est bien sûr pas par hasard.

Votre lutte est très importante pour arrêter l'expansion des idées fascistes.

Chers camarades, sous une autre forme les idées fascistes progressent également en France. Le Front national et son chef Marine Le Pen augmentent leurs votes, aidés par les grands médias bourgeois.

Dans un moment de crise capitaliste, les fascistes de tous les pays sont le meilleur outil pour diviser la classe ouvrière entre immigrants et non immigrants. Nous savons maintenant que vous avez fait un excellent travail dans vos fêtes locales de promotion de la culture des immigrés africains. Pour nous, il est également important de souligner le fait que immigrants ou non, nous sommes tous exploités, nous sommes tous des travailleurs qui souffrent du capitalisme c'est pour cela que la lutte doit être commune.

Nous avons également entendu dire qu'un journaliste de droite a proposé, en Grèce, une alliance entre la droite classique -Nouvelle Démocratie- et l'Aube Dorée. Cette attitude est courante partout en Europe.

En France également les barrières entre les fascistes et la droite sont lentement mais sûrement en train de tomber.

La première étape a été le déplacement idéologique de la droite vers plus d'idées extrémistes, et la seconde a été ouverte le week-end dernier lorsque l'un des dirigeants du parti de l'UMP a ouvert la porte à des alliances entre droite et parti fasciste.

La bourgeoisie a besoin de tous ses outils pour maintenir sa domination, et il est donc logique qu'ils ciblent les communistes.

Camarades, nous vous souhaitons encore un rapide rétablissement pour tous les camarades blessés,

Au plaisir d'avoir de nouveaux échanges sur la montée des idées fascistes en Europe,

Cordialement

Nordine Idir, secrétaire général du MJCF

## Le PCF soutient la semaine nationale d'action « non à la disparition des associations »

Le PCF soutient la semaine nationale d'action sur le thème « non à la disparition des associations », organisée du 14 au 22 septembre par le « collectif des associations citoyennes » créé en 2010 contre la circulaire Fillon et regroupant des centaines d'associations.

Les associations subissent non seulement les conséquences de la circulaire Fillon qui les transforment en « prestataires de services », mais aussi le désengagement financier et la politique actuelle d'austérité du gouvernement qui s'applique aussi aux familles et aux collectivités locales.

Le PCF se prononce pour une politique de ré-investissement financier public de soutien à la vie associative et à l'éducation populaire sous forme de subventions, dans le respect de leur autonomie, afin de la sortir du champ de la concurrence.

L'heure n'est pas à l'affaiblissement du fait associatif, à sa mise en dépendance et en concurrence par le biais des appels à projets, mais au contraire à son développement, dans un esprit social, solidaire et démocratique. Il est, notamment dans l'économie solidaire, un élément important du développement économique et social du pays et de l'emploi, avec ses 1,8 millions de salariés. Il contribue au développement de sa vie démocratique et de l'intérêt général avec la participation citoyenne de milliers de bénévoles .

La diversité et l'unité des associations sont une force et un acquis qu'il convient de préserver et de développer.

Une délégation du PCF sera présente samedi 21 septembre à partir de 12h00 au pique-nique citoyen organisé par le « collectif des associations citoyennes ».

La Villette - La fontaine aux Lions - Paris 19

François Auguste, Responsable des relations avec les associations et les citoyens pour le PCF,

Sylvie Mayer, Responsable économie sociale et solidaire, pour le PCF

## Le Sénat rate le coche du renouveau démocratique

Par le groupe CRC / 19 septembre 2013

L'exigence de démocratisation de la vie politique est forte dans notre pays, où, à juste titre, les citoyens électeurs ont bien souvent l'impression que leurs aspirations, leurs attentes, ne sont ni entendues ni prises en compte.

Le groupe CRC du Sénat est attaché depuis longtemps à la démocratie vivante, celle qui permet l'association de tous à la vie politique et aux décisions dans la cité. Il avait accueilli positivement, malgré ses évidentes limites, le projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électifs.

Dans la France du XXI<sup>e</sup> siècle, il est inadmissible que l'exercice des responsabilités publiques devienne le « domaine privé », la « chasse gardée » de quelques professionnels de la politique.

Notre groupe s'est attaché, tout au long du débat mené au Sénat, à améliorer autant que faire se peut un texte qui ne produisait que de timides avancées dans la bonne direction.

Ainsi, a-t-il défendu la création d'un véritable statut de l'élu(e), l'application généralisée du mode de scrutin proportionnel, seul moyen d'assurer une juste représentation des hommes et des femmes de toutes convictions, conditions et origines au sein des Assemblées, du local au national. Il a par ailleurs démontré que deux mandats successifs pouvaient contribuer au renouvellement, au rajeunissement et à la féminisation de ces assemblées.

A notre grand regret, une majorité hétéroclite et conservatrice s'est opposée, avec la dernière énergie, à toute avancée significative et même au contenu initial du texte !

Devant cette dénaturation du projet de loi, le groupe CRC n'a pu que voter contre un texte vidé de son contenu et dont il est certain qu'il sera incompris par l'opinion publique.

Il est regrettable que le Sénat ait ainsi manqué le coche de la modernité et du renouveau démocratique !

## Compte-rendu de la session du Parlement européen du 9 au 12 septembre 2013

<http://www.patrick-le-hyarc.eu/compte-rendu-de-la-session-du-parlement-europeen-du-9-au-12-septembre-2013>

Le Parlement européen s'est réuni en session plénière du 9 au 12 septembre à Strasbourg. Ci-dessous les éléments discutés et votés lors de cette session.

Mes occupations de préparation de la Fête de l'Humanité m'ont contraint à m'absenter de certaines activités et de votes du parlement cette semaine là.

### Deux propositions pour la santé des citoyens mises de côté par la droite

Lors de la discussion de l'ordre du jour de la session plénière l'ensemble de la droite européenne a fait reporter à octobre le vote sur la directive tabac.

L'industrie du tabac voyant d'un mauvais œil les exigences formulées en commission parlementaire sur le packaging (composé à 75% de messages d'avertissements), sur l'interdiction du menthol dans les cigarettes, ou l'interdiction des cigarettes slims, elle a réussi à faire reporter ce vote après un intense travail de lobbying auprès des présidents des trois groupes politiques de la droite.

Au moment de l'adoption de l'ordre du jour, au début de la séance plénière ce lundi 9 septembre, c'est la même manœuvre qui a été engagée avec les mêmes acteurs. Cette fois-ci pour l'industrie d'extraction des gaz de schistes. Le Parlement a reporté aux calendes grecques un rapport qui demandait une évaluation environnementale obligatoire avant toute mise en exploitation.

Ces deux reculades ont été initiées par des lobbys et votées par la droite. J'appelle en conséquence à la limitation de l'influence de ces lobbys qui entravent les règles de la démocratie en venant directement modifier les propositions de lois contrairement à leurs intérêts.

### Discours surréaliste de Barroso sur l'État de l'Union

Mercredi 11 septembre, le Président de la Commission, M. Barroso s'est livré à un discours d'autosatisfaction en faisant le bilan annuel de l'État de l'Union européenne.

Partant sur les prouesses de la Commission depuis le début de son mandat il a souligné les « progrès » de la législation européenne notamment en matière de surveillance budgétaire des États et de normes financières et insisté sur les domaines où il faut encore avancer ou persévérer.

Dans de ce discours d'ouverture de campagne des élections européennes (le vote aura lieu dans huit mois) M. Barroso n'a cessé les comparaisons sur la situation au début du mandat : il y a un an au plus fort de la crise de l'Euro, et maintenant. Prenant les dernières prévisions économiques laissant entendre un frémissement de croissance, il y a vu le succès des politiques d'austérité.

Rien par contre sur les conséquences terribles des mesures d'austérité inspirées par la Commission. Rien sur les suppressions d'emplois par milliers, sur les gens sans protection sociale du fait des coupes dans les budgets sociaux. Rien sur une Union européenne qui tourne le dos à ses missions de solidarité en réduisant les budgets de l'aide alimentaire, de l'agriculture ou des fonds de cohésion.

M. Barroso a au contraire appelé à faire toujours plus d'austérité. En poursuivant les politiques « d'assainissement », comprendre de réduction des dépenses publiques et sociales ; en maintenant cette stratégie dite de « dévaluation interne » qui a accentué la guerre sociale et économique en compressant toujours plus les salaires, comme c'est le cas en Grèce ; en poursuivant les négociations d'accords commerciaux qui mettront les travailleurs européens en compétition avec ceux du Japon, du Canada, ou des États-Unis.

Il a ensuite défini les futurs axes de progrès du Marché intérieur européen : l'union bancaire, la mobilité professionnelle, les télécoms, l'énergie, le commerce par internet. Autant de domaines où il faut pousser toujours davantage l'ouverture à la concurrence en faisant fi des réglementations nationales qui protègent les consommateurs.

M. Barroso est M. Autosatisfait quand les peuples ne cessent de souffrir.

### Le Parlement ménage les industriels des biocarburants

Le Parlement s'est trouvé divisé ce mardi 10 septembre sur l'avenir des biocarburants dans l'Union européenne.

Les biocarburants de première génération sont ceux produits à partir de plantes destinées à l'alimentation. En 2009 lorsque la Commission dévoile son plan énergétique pour l'horizon 2020 elle le fait au moment où ces carburants font l'objet d'un grand enthousiasme. Ils sont perçus comme une alternative bien moins polluante que les carburants fossiles comme le pétrole et les producteurs de plantes à sucre ou à huiles y voient de nouveaux débouchés beaucoup plus payants pour leurs cultures.

Quatre ans plus tard, le bilan est plus que mitigé : la culture de ces plantes nécessite une production souvent intensive elle-même émettrice de CO<sub>2</sub>, de même que les opérations de transformation et le transport. Plus grave encore, la réorientation de cultures vivrières à travers le globe vers ces cultures plus rentables a mis l'approvisionnement alimentaire sous tension dans plusieurs régions du monde.

Plusieurs organisations environnementales ou de développement comme Oxfam, s'inquiètent donc des développements de ces carburants et appellent à stopper les efforts engagés pour les développer. C'est dans ce contexte que le Parlement avait à se prononcer sur le rapport de Corinne Lepage pour savoir si le Parlement maintenait les objectifs européens de biocarburants de 1ère génération dans la consommation domestique ou s'il les réduisait.

A la suite d'un vote très serré (356 voix pour, 327 contre et 14 abstentions) opposant la droite et les conservateurs contre la gauche du Parlement, c'est une pause dans les objectifs qui a été décidée.

### Un budget 2014 qui va déjà au-delà des réductions prévues

Mardi 10 septembre au Parlement un débat a eu lieu sur le prochain budget 2014 de l'Union européenne.

En juin dernier, le Conseil qui représente les gouvernements européens et le Parlement se sont entendus sur un compromis sur le Budget 2014-2020 qui réduit de manière drastique les fonds disponibles pour les politiques de l'Union européenne.

Non content de cette réduction d'ensemble de 10% qui touche durement des instruments de solidarité européenne comme la PAC et les fonds de cohésion, le Conseil veut accélérer les coupes budgétaires. Ainsi le projet de budget qu'il a transmis au Parlement réduit de 6% les fonds disponibles, mais il laisse aussi un déficit à combler de 11,2 milliards d'euros, ce qui réduira d'autant l'enveloppe disponible.

Le Parlement européen, qui a déjà difficilement accepté les réductions programmées pour la période 2014-2020 après un accord entre conservateurs, libéraux et socialistes, a vu cette manœuvre du Conseil comme une provocation.

Si les déclarations ont été virulentes, les demandes, elles, restent plus que mesurées puisque les mêmes qui ont accepté les coupes du prochain cadre pluriannuel demandent juste que le Conseil tienne parole sur ces promesses. C'est à dire un budget équilibré dès le départ, une réflexion sur des ressources propres, et une clause de révision du budget.

Des avancées bien trop timides face aux suppressions d'emplois massives, aux fermetures d'entreprises et à la pauvreté grandissante de ceux qui sont le plus touchés par la crise.



Je ne peux que regretter qu'après avoir annoncé pendant 6 mois qu'il tiendrait tête au Conseil sur la question du budget, le Parlement ait aussi rapidement capitulé face à quelques promesses sans aucun engagement. Cette reculade du Conseil aurait dû être l'occasion de revenir sur ce budget afin de mettre en œuvre des politiques à la mesure des souffrances qui touchent la population européenne. Il n'y en a rien été avec cette réaction bien trop timorée des principaux groupes politiques.

### **Deux poids deux mesures de la Commission dans la protection de la vie privée**

Mardi 10 septembre : un débat sur l'Affaire Miranda.

Cette affaire porte le nom d'un citoyen brésilien arrêté par la police britannique au nom des lois antiterroristes alors que son seul tort est d'être le compagnon du journaliste du Guardian qui a contribué à faire sortir l'affaire Snowden dans son journal.

Les députés s'en sont pris à l'interprétation très large que font les autorités britanniques de leurs lois antiterroristes. Ils se sont également inquiétés de la protection dont bénéficient les systèmes d'écoute et d'espionnage quotidien des citoyens.

La Commissaire pour l'Agenda numérique Nellie Kroes a circonscrit le débat à l'affaire Miranda et s'est bornée à rappeler les textes européens sur la liberté des médias, tout en précisant que cette affaire était déjà traitée par les tribunaux britanniques. Une façon de rester en retrait face à un État qui n'hésite pas à contre-attaquer s'il le faut.

Ce « deux poids deux mesures » de la Commission avait pourtant été dénoncé précédemment par sa collègue Vivian Reding, la Commissaire aux libertés fondamentales, qui s'étonnait des différences de traitement lorsqu'il s'agit d'États importants comme le Royaume-Uni ou des pays d'Europe de l'Est, par exemple.

### **Le Parlement contre des tarifs réglementés de l'énergie**

Mardi 10 septembre le Parlement a encore une fois appuyé avec force la libéralisation totale du marché énergétique.

Dans une résolution présentée par l'ancien Président du Parlement européen, le polonais Jerzy Buzek, le Parlement soutient résolument l'ouverture du marché énergétique. Mon groupe politique s'est opposé à ce texte adopté à main levée.

Ne craignant pas le paradoxe, le Parlement appelle à la fin des tarifs réglementés et autres mécanismes de plafonnement des prix jugés contraires à la concurrence.

Seul point positif de cette résolution, la demande de désindexer les prix du gaz de ceux du pétrole. Avec l'arrivée massive des gaz de schistes et leur pression sur les prix à la baisse, l'indexation sur des prix du pétrole encore hauts maintiennent de façon artificielle les prix du gaz.

### **Le Parlement valide la supervision des banques européennes par la Banque Centrale Européenne**

Jeudi 12 septembre le Parlement a validé un accord avec les gouvernements européens au sein du Conseil pour délimiter l'étendue de la future supervision bancaire européenne.

Un des facteurs aggravant sur les marchés européens au plus fort de la crise fut la différence de règlement des faillites bancaires. Les approches divergeaient sur la manière de traiter ces cas, et de les détecter. L'union européenne est restée totalement impuissante face à ces faillites qui alourdissaient les déficits des États, puisque ceux-ci ne pouvaient laisser leurs systèmes bancaires s'effondrer. Pire, les tests de résistance qu'elle a mené après les premières faillites n'ont strictement rien vu venir de l'écroulement des banques espagnoles ou chypriotes qui était encore à venir.

C'est prétendument pour éviter de reproduire cette cascade de négligences, voire de compromissions de certaines autorités régulatrices et la panique financière qui a suivi que la Commission a décidé de faire cette proposition.

Poussée par le Commissaire au Marché intérieur, Michel Barnier, cette réforme ambitieuse devait faire face aux blocages des places fortes financières comme Londres, et aux égoïsmes nationaux, à commencer par l'Allemagne qui ne veut pas d'une supervision européenne de ses banques régionales.

Le compromis trouvé, même s'il ménage quelques échappatoires, n'en reste pas moins ambitieux.

Les plus importantes banques européennes seront supervisées directement par les services de la Banque centrale européenne. Celle-ci doit encore créer un département indépendant de ses politiques monétaires classiques.

Les autres feront l'objet d'une supervision nationale dont les décisions devront néanmoins passer par un comité des autres superviseurs nationaux, puis être validées par le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. Toutefois si ces ensembles prennent une décision contraire à leur volonté, les superviseurs nationaux pourront faire valoir un droit de retrait pour ces établissements de moindre importance.

Si ce cadre permettra effectivement une plus grande lisibilité et prévisibilité des décisions, constituant ainsi un facteur de stabilité important pour les marchés, des questions demeurent.

A commencer par le contrôle démocratique sur cette nouvelle instance de décision au sein de la Banque centrale européenne. Alors que les traités européens privent les États de moyens monétaires, la Banque centrale européenne a vu ses pouvoirs se renforcer d'autant. Ce transfert de pouvoir considérable a été confirmé par la crise.

Nous appelons à une transformation démocratique de cette institution qui dispose du pouvoir monétaire sans contrôle, et auquel s'ajoutera celui de la supervision des plus grandes banques de l'Union européenne. De tels pouvoirs ne peuvent exister sans un contrôle démocratique : nous avons voté contre ce texte.

### **Fermeté à propos de la Syrie**

Jeudi 12 septembre le Parlement a défini sa position sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie.

Dans une résolution commune aux principaux groupes politiques non soutenue par mon groupe.

Se félicitant de cette solution visant à mettre sous contrôle international les armes chimiques, le Parlement appelle à sa mise en place « dans les meilleurs délais, à la suite de l'ultimatum lancé par la communauté internationale, accompagnée d'une résolution contraignante de l'UNSC, solution qui, en cas de non-respect, pourra être imposée sur la base de tous les instruments prévus dans la Charte des Nations unies ». Ces instruments comprennent également le chapitre 7 de la charte de l'Onu autorisant le recours à la force et auquel veut faire référence la France.

La résolution condamne « avec la plus grande fermeté le massacre de civils par arme chimique du 21 août 2013 », précisant que des sources « semblent indiquer que le régime syrien est responsable ». En conséquence le Parlement estime que « face à cette flagrante utilisation d'armes chimiques, la communauté internationale ne saurait rester inactive ». « L'utilisation avérée d'armes chimiques (...) constitue une violation flagrante du droit international, un crime de guerre et un crime contre l'humanité qui appelle une réaction claire, forte, ciblée et commune, sans exclusion d'éventuelles mesures de dissuasion, afin de bien montrer que de tels crimes sont inacceptables et afin d'éviter toute autre recours à l'arme chimique ».

Le Parlement européen privilégie cependant une solution politique, invitant « en particulier » la Russie et la Chine à « faire face à leurs responsabilités ». En attendant le Parlement appelle l'Union européenne à augmenter son aide aux réfugiés et appelle à saisir la Cour Pénale Internationale pour sanctionner les exactions qui ont lieu en Syrie.

## Pour une remise du pouvoir aux civils en Égypte

Jeudi 12 septembre le Parlement a adopté une résolution demandant aux autorités égyptiennes de mettre fin à l'état d'urgence dès que possible, de libérer tous les prisonniers politiques et de transférer le pouvoir dès que possible à des autorités civiles.

La résolution commune aux principaux groupes demande la reprise rapide du processus démocratique, y compris la tenue d'élections présidentielles et législatives « libres et régulières ».

La résolution condamne le recours disproportionné à la force et demande « à tous les acteurs politiques et à toutes les forces de sécurité de faire preuve de la plus grande retenue et de ne se livrer à aucune provocation, de manière à prévenir de nouveaux actes de violence ».

Le Parlement européen demande également la mise en place d'une commission judiciaire afin de mener une enquête indépendante sur « les tueries » du 8 juillet après le coup d'État militaire et la répression féroce qui a suivi contre les frères musulmans.

## L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

## Le PCF fait des propositions pour réduire le coût de l'alimentation à Paris

<http://www.20minutes.fr/societe/1225293-20130919-municipales-pc-fait-propositions-reduire-cout-alimentation-a-paris>

POLITIQUE – Le président du groupe PCF-PG au conseil de Paris livre à «20 Minutes» ses propositions pour «rendre la capitale plus accessible»...

Rendre Paris plus accessible, ça passe pas l'immobilier mais aussi par l'assiette. C'est en tout cas l'avis du président du groupe PCF-PG au conseil de Paris Ian Brossat qui fait plusieurs propositions en ce sens ce vendredi matin dans le cadre de la campagne municipale. «Les denrées alimentaires sont plus chères à Paris qu'à Berlin ou Londres, affirme Ian Brossat s'appuyant sur une étude de l'Union des banques suisses, qui chaque année étalonne les principales capitales – notamment sur le logement et l'alimentation. L'alimentation est une question majeure est elle n'est pas traitée dans cette campagne.»

## Des halles alimentaires

Pour inverser la tendance, l'élu parisien propose la création d'un adjoint au maire en charge de l'alimentation, qui s'occuperait aussi de la question des cantines scolaires. Il propose aussi d'installer des halles alimentaires dans chaque quartier de la ville qui permettraient de mettre directement en relation producteurs et consommateurs. «Cela permettrait de casser le monopole de certaines enseignes dans Paris pour obtenir des prix plus abordables», détaille Brossat. Dernière mesure avancée par le président du groupe PC-FG au conseil de Paris, la mise en place d'un chèque qui permettrait aux Parisiens, sous conditions de ressources, de rembourser les dix premiers mètres cube d'eau.

## André Chassaigne « Le débat ne se fera pas en catimini » député PCF-Front de gauche.

«Indubitablement, la volonté du gouvernement, sur cette réforme des retraites, est d'aller vite et de limiter le temps du débat car, indiscutablement, plus le contenu de cette loi sera connu, plus chacun s'apercevra, pour l'essentiel, de la gravité de ce projet. C'est pourquoi le gouvernement a voulu mettre en place le temps contraint qui limite la possibilité pour les députés d'intervenir pour défendre leurs amendements.

Je rappelle que c'est Nicolas Sarkozy qui a mis en place ce système contre lequel, à l'époque, le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault, était vent debout, considérant qu'il remettait en cause la démocratie parlementaire.

Ce débat ne doit pas se dérouler en catimini et doit laisser le temps aux Français, au mouvement social, d'en comprendre les enjeux et d'en être parties prenantes.

C'est pourquoi nous avons demandé et obtenu l'abandon du temps contraint. Ainsi, nous pourrions décortiquer cette loi, article par article, montrer ses dangers pour notre système de retraite et faire la preuve, à partir de témoignages, que derrière la technique de la loi il y a des hommes et des femmes avec leurs souffrances, leurs espoirs qu'il faut entendre.

Nous déclinons notre propre projet de loi en amendements pour montrer que d'autres choix sont possibles que d'allonger la durée de cotisation ou de taxer toujours plus les salariés.

Nous proposerons de taxer le capital et les profits, de moduler l'impôt sur les entreprises en fonction de leurs investissements dans l'emploi, les salaires.

Enfin, nous entendons être le relais et nous nourrir du mouvement social et des organisations de jeunesse qui veulent changer ce projet de loi. »

## Coup de gueule de Marie-George Buffet

11 septembre

Un record, du jamais vu, formidable, hurra, la nouvelle est tombée aujourd'hui, le premier ministre est intervenu à l'Assemblée Nationale : écoutez braves gens, c'est historique, la gauche fait bien mieux que la droite... dans la réduction des dépenses publiques!

Le ministre de l'économie, fier de son exploit, a même ajouté que dans son ministère, il allait supprimer 2000 postes... au nom de la bataille pour l'emploi et la croissance!

Vous n'applaudissez pas?

Vous avez raison, car la réduction des dépenses publiques, ce sont vos droits qui sont malmenés, ce sont des investissements et des emplois en moins mais, que ne faut il pas faire pour plaire aux banques, aux grands patrons et à la commission européenne.